

DOCUMENTATION FINANCIÈRE



5, RUE ROLAND BARTHES 75598 PARIS cedex 12

Tél. 01 53 44 31 31 - Fax 01 44 87 99 39 - Telex 281871 F

Tél international +33 1 53 44 31 31 - Fax international +33 1 44 87 99 39

Internet : <http://www.afd.fr>

ÉTABLISSEMENT PUBLIC - DOTATION 400 MILLIONS D'EUROS

RCS Paris B 775 665 599

DOSSIER DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE

PROGRAMME D'ÉMISSION DE CERTIFICATS DE DÉPÔT D'UN PLAFOND DE 2 000 000 000 EUROS ÉTABLI AU NOM DE L'AFD

Document établi en application des articles L 213-1 à L 213-4 du Code monétaire et financier

Mise à jour effectuée le 5 juin 2012

Un exemplaire du présent dossier est adressé à la

Banque de France

Direction Générale des Opérations

Direction de la Stabilité Financière (DSF)

35-1134 Services des Titres de Créances Négociables

39 rue Croix des Petits Champs

75049 – Paris cedex 01

À l'attention du chef de service

DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE D'UN EMETTEUR DE TCN

Nom du programme	Agence française de développement, Certificats de dépôt
Nom de l'émetteur	Agence française de développement
Type de programme	Certificats de dépôt
Plafond du programme	2 000 000 000 Euros
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté A1+ par Standard and Poor's
Arrangeur	Sans objet
Agent(s) Domiciliaire(s)	CACEIS Corporate Trust
Agent(s) Placeur(s)	- BRED Banque Populaire - Crédit Agricole CIB - Aurel ETC Pollak - Natixis - Newedge Group - Société Générale CIB - Tullet Prebon Limited
Date de signature du Dossier de Présentation Financière	5 juin 2012

SOMMAIRE

1	DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION	5
1.1	Nom du programme	5
1.2	Type de programme	5
1.3	Dénomination sociale de l'émetteur	5
1.4	Type d'émetteur	5
1.5	Objet du programme	5
1.6	Plafond du programme	5
1.7	Forme des titres	5
1.8	Rémunération	5
1.9	Devises d'émission	5
1.10	Maturités	5
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	5
1.12	Dénomination minimale des TCN	6
1.13	Rang	6
1.14	Droit applicable	6
1.15	Admission des titres sur un marché réglementé	6
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	6
1.17	Notations du programme	6
1.18	Garantie	6
1.19	Agents domiciliaires	6
1.20	Arrangeur	6
1.21	Mode de placement envisagé	6
1.22	Restrictions à la vente	7
1.23	Taxation	7
1.24	Implication d'autorités nationales	7
1.25	Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du programme	7
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	9
2	DESCRIPTION DE L'EMETTEUR	9
2.1	Dénomination sociale	9
2.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	9
2.3	Date de constitution	9
2.4	Siège social et principal siège administratif	9
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	10
2.6	Objet social résumé	10

2.7	Description des principales activités de l'émetteur.....	10
2.8	Capital	12
2.9	Répartition du capital	12
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés.....	12
2.11	Composition de la Direction	12
2.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées.....	13
2.13	Exercice comptable	13
2.14	Exercice fiscal.....	13
2.15	Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur.....	13
2.16	Autres programmes de l'Émetteur de même nature à l'étranger	14
2.17	Notation de l'émetteur	14
2.18	Information complémentaire sur l'émetteur	14
3	CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES.....	14
3.1	Personne responsable de la Documentation financière portant sur le programme de certificats de dépôt.....	14
3.2	Déclaration de la personne responsable de la Documentation financière portant sur le programme de certificats de dépôt	14
3.3	Date, lieu et signature	14

1 DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION

1.1 Nom du programme

Programme d'émission de certificats de dépôt établi au nom de l'Agence française de développement (AFD).

1.2 Type de programme

Certificats de dépôt.

1.3 Dénomination sociale de l'émetteur

L'émetteur a pour dénomination sociale « Agence française de développement – AFD ». L'AFD est la dénomination abrégée de « Agence française de développement ».

1.4 Type d'émetteur

Aux termes du Code monétaire et financier (« CMF »), l'AFD est une institution financière spécialisée, à savoir un établissement de crédit remplissant une mission permanente d'intérêt public. Ses statuts sont fixés par les articles R. 516-3 à R.516-20 du CMF

1.5 Objet du programme

Optionnel.

1.6 Plafond du programme

L'encours maximum du Programme est fixé à 2 000 000 000 euros pour une période de douze mois.

Les certificats de dépôt pourront être émis par l'Agence française de développement dans le cadre du Programme en toute devise, sous réserve du droit de suspension de la Banque de France mentionné à l'article 15 du décret n° 92-137 modifié du 13 février 1992.

1.7 Forme des titres

Les certificats de dépôt sont émis au porteur et inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la réglementation en vigueur.

1.8 Rémunération

La rémunération peut être soit fixe, soit variable.

1.9 Devises d'émission

Toutes devises autorisées.

1.10 Maturités

Echéance fixe, comprise entre un jour au minimum, et un an au maximum.

1.11 Montant unitaire minimal des émissions

Cent cinquante mille euros (ou sa contre-valeur en toute devise).

1.12 Dénomination minimale des TCN

Montant nominal initial au moins égal à cent cinquante mille euros (ou sa contre-valeur en toute devise).

1.13 Rang

Optionnel

1.14 Droit applicable

Optionnel

1.15 Admission des titres sur un marché réglementé

Non

1.16 Système de règlement-livraison d'émission

Optionnel.

1.17 Notations du programme

Le programme a fait l'objet d'une notation A1+ par Standard & Poor's (une copie de la fiche de notation figure en Annexe 1 au présent Dossier) et F1+ par Fitch Ratings (fiche accessible sur le lien suivant : http://www.fitchratings.com/creditdesk/ratings/issr_rtng.cfm?issr_id=80360583).

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

1.18 Garantie

Sans objet.

1.19 Agents domiciliaires

CACEIS Corporate Trust assurera la domiciliation des certificats de dépôt émis dans le cadre du Programme.

En conséquence, CACEIS Corporate Trust communiquera directement à la Banque de France les informations concernant les émissions de certificats de dépôt de l'Agence française de développement et l'encours quotidien des titres émis, conformément aux dispositions du décret n° 92-137 modifié du 13 février 1992 et du règlement n° 98-08 du 7 décembre 1998 du Comité de réglementation bancaire et financière, relatifs aux titres de créances négociables.

1.20 Arrangeur

Optionnel.

1.21 Mode de placement envisagé

Les certificats de dépôt seront placés directement par des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement en vue du placement auprès des porteurs lors de leur souscription. La liste en est la suivante :

- BRED Banque Populaire
- Crédit Agricole CIB
- Aurel ETC Pollak
- Natixis
- Newedge Group
- Société Générale CIB

- Tullet Prebon Limited

L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.

1.22 Restrictions à la vente

Optionnel.

1.23 Taxation

Optionnel.

1.24 Implication d'autorités nationales

Optionnel.

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du programme

Gilles Bergin

Directeur Financier

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 41 43 fax : + 33 1 53 44 40 84

bergin@afd.fr

Hélène Templier

Directrice Financière adjointe

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 39 82 fax : + 33 1 53 44 40 84

templierh@afd.fr

Benoît Lehaneur

Responsable de la division des Financements et Opérations de Marché

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 35 69 fax : + 33 1 53 44 39 40

lehanneurb@afd.fr

Bokar Chérif

Opérateur de Marché

Division des Financements et Opérations de Marché

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 39 05 Fax: + 33 1 53 44 39 40

cherifb@afd.fr

Xavier Goenaga

Opérateur de Marché

Division des Financements et Opérations de Marché

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 38 81 Fax: + 33 1 53 44 39 40

goenagax@afd.fr

Christine Martin

Opérateur de Marché

Division des Financements et Opérations de Marché

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 39 90 Fax: + 33 1 53 44 39 40

martinc@afd.fr

Demba Tandia

Opérateur de Marché

Division des Financements et Opérations de Marché

Agence française de développement

5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12

Numéro de téléphone : +33 1 53 44 46 86 Fax: + 33 1 53 44 39 40

tandiad@afd.fr

1.26 Informations complémentaires relatives au programme

Optionnel.

2 DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

2.1 Dénomination sociale

L'émetteur a pour dénomination sociale « Agence française de développement – AFD ». L'AFD est la dénomination abrégée de « Agence française de développement ».

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents

L'Agence française de développement (ci-après nommée « **AFD** ») est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Aux termes du Code monétaire et financier (« **CMF** »), l'AFD est une institution financière spécialisée, à savoir un établissement de crédit remplissant une mission permanente d'intérêt public. Ses statuts sont fixés par les articles R. 516-3 à R.516-20 du CMF (qui ont codifié le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 portant statuts de la Caisse française de développement et les décrets modificatifs ultérieurs) modifiés par le décret n° 2006-530 du 9 mai 2006, le décret n° 2007-538 du 11 avril 2007 et le décret n° 2009-618 du 5 juin 2009. L'organe délibérant de l'AFD, auparavant dénommé Conseil de surveillance, est aujourd'hui appelé Conseil d'administration.

L'Agence française de développement a été créée à Londres par l'ordonnance du 2 décembre 1941 sous le nom de Caisse centrale de la France Libre, transformée en Caisse centrale de la France d'Outre-mer en vertu de l'ordonnance du 2 février 1944, puis en Caisse centrale de coopération économique en vertu de la loi du 30 décembre 1958. Elle a pris la dénomination de Caisse française de développement en vertu du décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 qui définit également ses attributions. Elle est devenue Agence Française de Développement par le décret n° 98-294 en date du 17 avril 1998.

La direction et l'administration de l'Agence sont confiées à un Directeur général nommé pour trois ans par décret. Son Conseil d'administration est chargé notamment d'approuver les orientations stratégiques, le montant annuel des emprunts et les comptes, ainsi que les concours financiers.

Conformément à ses statuts, la comptabilité de l'Agence Française de Développement est soumise aux règles de la comptabilité commerciale, dans le respect des règles applicables aux établissements de crédit, et contrôlée par deux commissaires aux comptes désignés par le Conseil d'administration. L'Agence française de développement est soumise au contrôle de la Commission bancaire et de la Cour des comptes.

2.3 Date de constitution

L'AFD a été créée par l'ordonnance du 2 décembre 1941 pour une durée indéterminée.

2.4 Siège social et principal siège administratif

Le siège social et administratif de l'AFD est situé 5, rue Roland Barthes – 75598 Paris cedex 12.

2.5 Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

L'Agence française de développement est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro : RCS Paris B 775 665 599.

2.6 Objet social résumé

Conformément aux dispositions de l'article R. 516-3 du CMF, la mission de l'AFD est de réaliser des opérations financières de toute nature, en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique d'aide au développement de l'État à l'étranger, au développement des départements et des collectivités d'outre-mer ainsi que de la Nouvelle-Calédonie. À cette fin, l'AFD finance des opérations de développement économique dans le respect de l'environnement et peut conduire d'autres activités et prestations de service se rattachant à sa mission. L'AFD est en particulier chargée d'assurer, directement ou indirectement, des prestations d'expertise technique destinées aux bénéficiaires de ses concours.

2.7 Description des principales activités de l'émetteur

L'AFD est en charge du financement des projets et des programmes de développement à l'étranger dans le cadre des orientations définies par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID).

L'AFD a également pour mission de contribuer au financement du développement dans les départements d'Outre-mer, les collectivités d'Outre-mer et la Nouvelle-Calédonie.

Ses statuts lui permettent aussi d'assurer la représentation de la Communauté européenne ou d'institutions et organismes internationaux et de gérer des opérations financées par la Communauté européenne ou d'autres bailleurs de fonds (article R. 516-8 du CMF). Par ailleurs, l'AFD peut gérer des fonds de collectivités territoriales à la condition de se conformer aux règles de la comptabilité publique.

L'AFD gère également pour le compte et aux risques de l'État français des opérations financées sur le budget de l'État (article R. 516-7 du CMF).

La dernière modification des statuts de l'AFD est survenue le 5 juin 2009 (décret n° 2009-618). Un des changements principaux instauré par ce dernier décret est la création d'un Conseil d'orientation stratégique (COS), organe de l'État présidé par le ministre chargé de la Coopération, et qui a notamment pour tâche de renforcer l'articulation entre les orientations politiques relatives à l'aide publique au développement décidées par le CICID et leurs déclinaisons opérationnelles par l'AFD. En ce qui concerne les missions de l'AFD, ce décret lui a confié la tâche de répartir un crédit annuel que lui délègue l'État pour le financement de projets proposés par les organisations non gouvernementales et d'assurer l'instruction et l'évaluation de ces projets.

L'AFD est seule compétente pour l'aide bilatérale dans les secteurs suivants : agriculture et développement rural, santé, éducation de base et formation professionnelle, environnement, secteur privé et, enfin, infrastructures et développement urbain.

En termes d'instruments financiers et de modalités d'intervention, l'AFD :

- ✓ concourt, par des prêts à long terme et des subventions, au développement des pays partenaires et à la coopération internationale en matière d'environnement et de lutte contre le changement climatique ;
- ✓ octroie des garanties pour des financements apportés à des entreprises ou pour des émissions obligataires sur le marché d'établissements financiers ou de certains États ;
- ✓ prend des participations dans des sociétés ou organismes se rattachant à sa mission ;
- ✓ assure le portage juridique et financier du Fonds DOM (convention de gestion tripartite du 22 décembre 2009 signée entre l'État, l'AFD et Oséo) ;
- ✓ est chargée de la mise en œuvre des concours aux États que le gouvernement français décide de soutenir par des aides budgétaires globales ;
- ✓ gère le volet bilatéral français de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE) décidé suite au sommet du G7 de Lyon en 1996 ;
- ✓ gère, pour le compte de l'État, le Fonds de solidarité pour le développement (FSD), alimenté par la surtaxe sur les billets d'avion, dont les recettes sont utilisées pour le remboursement de la première émission d'emprunt de la facilité de financement internationale pour la vaccination (IFFim), pour le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et pour la facilité internationale d'achats de médicaments (UnitAid) ;
- ✓ contribue, pour le compte de l'État français, au financement de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et l'amélioration de la Croissance (FRPC) et de la Facilité de protection contre les Chocs Exogènes (FCE) du FMI ;
- ✓ héberge le secrétariat du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Dans l'Outre-mer, l'AFD représente deux institutions financières spécialisées, le Crédit Foncier de France (CFF) et Oséo, qui est l'instrument privilégié du soutien apporté par l'État aux petites et moyennes entreprises. L'AFD représente également, depuis 2001, pour une part de son activité, la Caisse des dépôts dans les Collectivités du Pacifique et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'Agence est également chargée d'assurer, directement ou indirectement, des prestations d'expertise technique destinées aux bénéficiaires de ses concours (article R. 516-3 du CMF). Ces concours en assistance technique peuvent donc intervenir dans le cadre de ses projets ou programmes ainsi qu'auprès de certains établissements et, notamment, auprès de ceux qu'elle a contribué à créer et au capital desquels elle participe.

Par ailleurs, l'activité de production de connaissances (travail de réflexion, de production, de capitalisation et de recherche sur les problématiques de l'aide au développement et du développement durable) occupe une place importante au sein de l'AFD.

L'AFD contribue, enfin, à la formation et au perfectionnement de cadres supérieurs de sa zone d'intervention (pays étrangers, Outre-mer) par l'intermédiaire du Centre d'Études Financières Économiques et Bancaires (CEFEB) qu'elle a fondé en 1961.

Zone d'intervention de l'AFD

Selon l'article R. 516-5 du CMF, les concours financiers de l'Agence sont attribués dans les Etats de la « Zone de solidarité prioritaire », qui est déterminée par le CICID en application de l'article 3 du décret n° 98-66 du 4 février 1998. Ils peuvent en outre être consentis sur décision conjointe du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI), et dans les deux premiers cas ci-dessous du ministère chargé de l'Outre-mer :

- ✓ dans les États adhérant à des accords de coopération régionale Outre-mer ;
- ✓ dans les départements et collectivités d'Outre-mer et la Nouvelle-Calédonie ;
- ✓ dans les autres États.

Conformément au CICID du 14 février 2002, le périmètre de cette zone compte 55 pays étrangers dont 40 pays d'Afrique et de l'Océan Indien, 4 pays des Caraïbes et d'Amérique Centrale¹, 1 pays d'Océanie, 6 pays de la Méditerranée et 4 pays d'Asie, l'Afghanistan ayant été inclus dans la ZSP en 2004 (à titre provisoire).

L'AFD a été autorisée par décision conjointe du MAEE et du MINEFI à intervenir dans des pays ayant subi des catastrophes naturelles pour le financement d'opérations de reconstruction, en Indonésie et au Sri Lanka suite au *tsunami* de décembre 2004 et au Pakistan suite au séisme d'octobre 2005.

Le CICID du 19 juin 2006 permet à l'AFD d'intervenir, à titre expérimental, par des crédits non concessionnels ou très faiblement concessionnels, sur des projets conduisant à une meilleure gestion des biens publics mondiaux au Brésil, en Inde, en Indonésie et au Pakistan, et a, par ailleurs, intégré l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne dans le champ d'intervention des prêts de l'AFD afin d'assurer la cohérence régionale des actions de coopération de la France.

De plus, le CICID du 5 juin 2009 autorise l'AFD à étudier les possibilités d'intervention dans 9 pays d'Amérique latine et d'Asie (Mexique, Colombie, Bangladesh, Malaisie, Philippines, Sri Lanka, Kazakhstan, Ouzbékistan et Mongolie) dans le cadre d'un mandat spécifique visant à promouvoir une croissance verte et solidaire.

L'AFD a ouvert une antenne en Irak, en octobre 2010, à la suite d'une lettre conjointe du MAEE et du MINEFI et avec l'accord de son Conseil d'administration du 30 septembre 2010.

Le COS du 23 juin 2011 a également autorisé l'AFD à « étudier la possibilité d'intervention » dans trois pays du Caucase (Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan). Le même COS a décidé d'unifier le mandat d'intervention de l'AFD dans les pays étrangers en lui assignant un objectif unique de promotion d'une croissance verte et solidaire.

Évolution de l'activité de l'AFD

L'encours net des **prêts du Groupe AFD** s'élève à 15 714 M€² au 31 décembre 2011 (82 % du total bilan), en augmentation de 2 937 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit + 23 %.

^{1/} Cuba est seulement éligible au Fonds de Solidarité Prioritaire

^{2/} Cf. note 4 aux comptes consolidés

L'encours brut s'établit à 16 162 M€, en hausse de 2 955 M€ par rapport à 2010 (+ 22 %).

Cette augmentation de l'encours brut consolidé s'explique par :

- l'augmentation importante des prêts aux risques du groupe sur la zone pays étrangers (+ 2 728 M€) ;
- une légère augmentation des encours de prêts dans l'Outre-mer (+ 89 M€) ;
- l'augmentation des prêts aux risques de l'État (+ 144 M€).

L'encours brut se répartit de la manière suivante :

en millions d'€	2011		2010	
	Montant		Montant	
- Prêts aux risques du groupe AFD	14 544,1	90%	11 732,4	89%
Dont Pays étrangers	11 355,4	70%	8 627,6	65%
<i>Souverains</i>	5 924,6	37%	4 774,4	36%
<i>Non Souverains</i>	5 430,8	34%	3 853,2	29%
Dont Collectivités Outre-mer	3 160,4	20%	3 071,4	23%
Dont autres encours de Prêts	28,3	0%	33,5	0%
- Prêts au risque État	1 618,0	10%	1 474,1	11%
<i>Prêts garantis par l'État</i>	1 282,8	8%	1 075,6	8%
<i>Prêts remis par l'État</i>	335,2	2%	398,5	3%
Total Encours brut	16 162,1		13 206,6	

Une description plus détaillée de l'activité de l'AFD ainsi que son évolution pour l'année 2011 figurent aux pages 8 et 63 du Document de référence 2011 déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2012 (D.12-0439).

2.8 Capital

Le montant de la dotation de l'AFD est de 400 M€. Cette dotation peut être augmentée par incorporation de réserves sur délibération du Conseil d'administration approuvée par arrêté du ministre chargé de l'économie. Elle peut également être augmentée par affectation de fonds publics conformément aux textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré

Sans objet.

2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré

Sans objet.

2.9 Répartition du capital

En tant qu'Etablissement public à caractère industriel et commercial, l'AFD est détenue à 100% par l'Etat français.

2.10 **Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés**

Sans objet.

2.11 **Composition de la Direction**

La composition de la Direction générale au sens de l'article L511-13 du Code monétaire et financier est la suivante :

	Fonction AFD nomination	Autres mandats et fonctions
Dov ZERAH	Directeur général <i>Décret publié le 4 juin 2010</i>	Président PROPARCO Administrateur suppléant BEI Censeur OSEO
Didier MERCIER	Directeur général adjoint <i>Note d'instruction AFD/DGL 54 du 15 novembre 2010</i>	Vice Président PROPARCO Administrateur ADETEF

La composition du Comité exécutif en date du 22 mai 2012 est la suivante :

Nom	Fonction
Dov ZEARH	Directeur général
Didier MERCIER	Directeur général adjoint
Jean-Jacques MOINEVILLE	Directeur délégué
Louis-Jacques VAILLANT	Directeur des relations extérieures et des partenariats
Stéphane FOUCAULT	Secrétaire général
Rémi GENEVEY	Directeur de la stratégie
Philippe BASSERY	Directeur des ressources humaines
Pierre JACQUET	Chef économiste
Jean-Yves GROSCLAUDE	Directeur des opérations
Claude PERIOU	Directeur des risques
Etienne VIARD	Directeur général de Proparco

2.12 Normes comptables utilisées pour les données consolidées

Les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) telles qu'adoptées par la Commission européenne. Les normes IFRS comprennent les normes comptables émises par l'International Accounting Standard Board (IASB) ainsi que les interprétations données par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

2.13 Exercice comptable

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2.14 Exercice fiscal

Optionnel.

2.15 Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur

2.15.1 Commissaires aux comptes

Arnaud Bourdeille, cabinet KPMG Audit situé 1, Cours Valmy F-92923 Paris La Défense Cedex ;

Max Dongar, cabinet Mazars situé 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex.

2.15.2 Rapport des commissaires aux comptes

Les rapports des Commissaires aux Comptes pour l'année 2011 figurent aux pages 117, 139 et 141 du Document de référence 2011 déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2012 (D.12-0439) et pour l'année 2010 aux pages 124 et 125 du Document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2011 (D.11-0403), conformément aux articles 211-1 à 211-42 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les Documents de références sont consultables sur le site internet de l'Agence française de développement : <http://www.afd.fr/home/AFD/finances>.

2.16 Autres programmes de l'Emetteur de même nature à l'étranger

L'Agence française de développement dispose depuis 1999 d'un programme d'émission d'*Euro Medium Term Notes* (« EMTN »). Le montant de ce programme a été porté de 10 000 000 000 euros (Visa AMF n°09-368 du 9 décembre 2009) à 15 000 000 000 euros le 8 juillet 2011 (Visa AMF n°11-302) et sera porté à 25 000 000 000 euros au titre de la mise à jour pour le 2nd semestre 2012.

2.17 Notation de l'émetteur

L'AFD fait l'objet d'une notation AA+ par l'agence Standard & Poor's et AAA par l'agence Fitch Ratings. Les fiches de notation sont disponibles sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr/home/AFD/finances>.

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

2.18 Information complémentaire sur l'émetteur

Optionnel.

3 CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

3.1 Personne responsable de la Documentation financière portant sur le programme de certificats de dépôt

Le dossier de présentation financière est établi et rédigé sous la responsabilité de Monsieur Gilles Bergin, Directeur Financier de l'Agence française de développement.

3.2 Déclaration de la personne responsable de la Documentation financière portant sur le programme de certificats de dépôt

À ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

3.3 Date, lieu et signature

Fait à Paris, le 5 juin 2012



Le Directeur financier

Gilles Bergin

Annexes 1 : notation Sandard & Poor's

Standard & Poor's Credit Market Services Europe Ltd.
(Niederlassung Deutschland) – Neue Mainzer Str. 52 – 60311 Frankfurt

29 May 2012

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12
France
Attention : Benoit Lehaneur

**Re: AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT
 EUR 2,000,000,000 Certificate of Deposit Programme
 As per documentation received 25 May 2012**

Dear Mr. Lehaneur,

Pursuant to your request for a rating on the above-referenced securities, Standard & Poor's Ratings Services ("Standard & Poor's") has assigned an issue credit rating of "A-1+".

This letter assumes that the final documentation for the above-referenced programme will not materially differ from the latest version we received. Please send us a clean copy of the executed documentation, and if applicable a marked copy showing any changes that were made, as soon as available.

Prior to the launch of each series of securities under this program, Standard & Poor's must review the documentation for the series to be issued in order to assign a rating to that series, as the characteristics of each series under this program might result in a different rating or Standard & Poor's not assigning a rating to the relevant series.

This letter constitutes Standard & Poor's permission for you to disseminate the above-assigned rating to interested parties in accordance with applicable laws and regulations. However, permission for such dissemination (other than to professional advisors bound by appropriate confidentiality arrangements) will become effective only after we've released the rating on standardandpoors.com. Any dissemination on any Website by you or your agents shall include the full analysis for the rating, including any updates, where applicable. To the extent that regulatory authorities allow a rating agency to acknowledge in one jurisdiction a rating issued in another jurisdiction for certain regulatory purposes, Standard & Poor's may choose to acknowledge such a rating and denote such acknowledgement on www.standardandpoors.com with an alphabetic or other identifier affixed to such rating or by other means.

To maintain the rating, Standard & Poor's must receive all information as indicated in the applicable Terms and Conditions. You understand that Standard & Poor's relies on you and your agents and advisors for the accuracy, timeliness and completeness of the information submitted in connection with the rating and the continued flow of material information as part of the surveillance process. Please send all information via electronic delivery to: christian_esters@standardandpoors.com. If SEC rule 17g-5 is applicable, you may post such information on the appropriate website. For any information not available in electronic format or posted on the applicable website, please send hard copies to: Standard & Poor's Ratings Services, Main Tower, Neue Mainzer Strasse 52, 60311 Frankfurt, Germany, Attention: Christian Esters.

The rating is subject to the Terms and Conditions attached to the Engagement Letter applicable to the rating. In the absence of such Engagement Letter and Terms and Conditions, the rating is subject to the attached Terms and Conditions. The applicable Terms and Conditions are incorporated herein by reference.

Standard & Poor's is pleased to have the opportunity to provide its rating opinion. For more information please visit our website at www.standardandpoors.com. If you have any questions, please contact us. Thank you for choosing Standard & Poor's.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Standard & Poor's". The signature is written in a cursive, flowing style.

Standard and Poor's Credit Market Services Europe Limited

Analytical Contact

Christian Esters

Telephone: +49 (0) 69-33-999-242



Standard & Poor's Ratings Services Terms and Conditions Applicable To Ratings

You understand and agree that:

General. The ratings and other views of Standard & Poor's Ratings Services ("Ratings Services") are statements of opinion and not statements of fact. A rating is not a recommendation to purchase, hold, or sell any securities nor does it comment on market price, marketability, investor preference or suitability of any security. While Ratings Services bases its ratings and other views on information provided by issuers and their agents and advisors, and other information from sources it believes to be reliable, Ratings Services does not perform an audit, and undertakes no duty of due diligence or independent verification, of any information it receives. Such information and Ratings Services' opinions should not be relied upon in making any investment decision. Ratings Services does not act as a "fiduciary" or an investment advisor. Ratings Services neither recommends nor will recommend how an issuer can or should achieve a particular rating outcome nor provides nor will provide consulting, advisory, financial or structuring advice.

All Rating Actions in Ratings Services' Sole Discretion. Ratings Services may assign, raise, lower, suspend, place on CreditWatch, or withdraw a rating, and assign or revise an Outlook, at any time, in Ratings Services' sole discretion. Ratings Services may take any of the foregoing actions notwithstanding any request for a confidential or private rating or a withdrawal of a rating, or termination of this Agreement. Ratings Services will not convert a public rating to a confidential or private rating, or a private rating to a confidential rating.

Publication. Ratings Services reserves the right to use, publish, disseminate, or license others to use, publish or disseminate the rating provided hereunder and any analytical reports, including the rationale for the rating, unless you specifically request in connection with the initial rating that the rating be assigned and maintained on a confidential or private basis. If, however, a confidential or private rating or the existence of a confidential or private rating subsequently becomes public through disclosure other than by an act of Ratings Services or its affiliates, Ratings Services reserves the right to treat the rating as a public rating, including, without limitation, publishing the rating and any related analytical reports. Any analytical reports published by Ratings Services are not issued by or on behalf of you or at your request. Notwithstanding anything to the contrary herein, Ratings Services reserves the right to use, publish, disseminate or license others to use, publish or disseminate analytical reports with respect to public ratings that have been withdrawn, regardless of the reason for such withdrawal. Ratings Services may publish explanations of Ratings Services' ratings criteria from time to time and nothing in this Agreement shall be construed as limiting Ratings Services' ability to modify or refine its ratings criteria at any time as Ratings Services deems appropriate.

Information to be Provided by You. For so long as this Agreement is in effect, in connection with the rating provided hereunder, you warrant that you will provide, or cause to be provided, as promptly as practicable, to Ratings Services all information requested by Ratings Services in accordance with its applicable published ratings criteria. The rating, and the maintenance of the rating, may be affected by Ratings Services' opinion of the information received from you or your agents or advisors. Except for Excluded Information, as defined below, you further warrant that all information provided to Ratings Services by you or your agents or advisors regarding the rating or, if applicable, surveillance of the rating, as of the date such information is provided, contains no untrue statement of material fact and does not omit a material fact necessary in order to make such information, in light of the circumstances in which it was provided, not misleading. "Excluded Information" means information you cause to be provided by your agents or advisors pursuant to the first sentence of this paragraph with respect to which the agent or advisor has agreed in a writing provided to Ratings Services to make the warranties in this paragraph and to be liable to Ratings Services for breaches of such warranties to the same extent as if you

provided the information directly to Ratings Services hereunder. A material breach of the warranties in this paragraph shall constitute a material breach of this Agreement. To the extent permitted by applicable law, you will be liable to Rating Services and its affiliates for all losses, damages, liabilities, judgments, costs, charges and expenses (including reasonable attorneys' fees) ("Losses") (x) actually incurred and directly resulting from a material breach of the warranties in this paragraph, as finally determined by a court of competent jurisdiction in a proceeding in which you are a party, or (y) actually incurred and directly resulting from a claim that the provision by you or your agents or advisors of information to Ratings Services hereunder infringes or violates the intellectual property rights of a third party, as finally determined by a court of competent jurisdiction in a proceeding in which you are a party. For the avoidance of doubt, Losses may include Losses actually incurred by Ratings Services in a prior proceeding to the extent they arise from claims asserted by a third party against Ratings Services and are finally determined by a court of competent jurisdiction to have been the direct result of a material breach of the warranties in this paragraph, as set forth in clause (x) above.

Confidential Information. For purposes of this Agreement, "Confidential Information" shall mean verbal or written information that you or your agents or advisors have provided to Ratings Services and, in a specific and particularized manner, have marked or otherwise indicated in writing (either prior to or promptly following such disclosure) that such information is "Confidential". Notwithstanding the foregoing, information disclosed by you or your agents or advisors to Ratings Services shall not be deemed to be Confidential Information, and Ratings Services shall have no obligation to treat such information as Confidential Information, if such information: (i) was known by Ratings Services or its affiliates at the time of such disclosure and was not known by Ratings Services to be subject to a prohibition on disclosure, (ii) was known to the public at the time of such disclosure, (iii) becomes known to the public (other than by an act of Ratings Services or its affiliates) subsequent to such disclosure, (iv) is disclosed to Ratings Services or its affiliates by a third party subsequent to such disclosure and Ratings Services reasonably believes that such third party's disclosure to Ratings Services or its affiliates was not prohibited, (v) is developed independently by Ratings Services or its affiliates without reference to the Confidential Information, (vi) is approved in writing by you for public disclosure, or (vii) is required by law or regulation to be disclosed by Ratings Services or its affiliates. Ratings Services is aware that securities laws may impose restrictions on trading in securities when in possession of material, non-public information and has adopted securities trading and communication policies to that effect.

Ratings Services' Use of Information. Except as otherwise provided herein, Ratings Services shall not disclose Confidential Information to third parties. Ratings Services may (i) use Confidential Information to assign, raise, lower, suspend, place on CreditWatch, or withdraw a rating, and assign or revise an Outlook, and (ii) share Confidential Information with its affiliates engaged in the ratings business who are bound by appropriate confidentiality obligations; in each case, subject to the restrictions contained herein, Ratings Services and such affiliates may publish information derived from Confidential Information. Ratings Services may also use and share Confidential Information with any of its affiliates or agents engaged in the ratings or other financial services businesses who are bound by appropriate confidentiality obligations ("Relevant Affiliates and Agents"), for modelling, benchmarking and research purposes; in each case, subject to the restrictions contained herein, Ratings Services and such affiliates may publish information derived from Confidential Information. With respect to structured finance ratings not maintained on a confidential or private basis, Ratings Services may publish data aggregated from Confidential Information, excluding data that is specific to and identifies individual debtors ("Relevant Data"), and share such Confidential Information with any of its Relevant Affiliates and Agents for general market dissemination of Relevant Data; you confirm that, to the best of your knowledge, such publication would not breach any confidentiality obligations you may have toward third parties. Ratings Services acknowledges that you may be entitled to seek specific performance and injunctive or other equitable relief as a remedy for Ratings Services' disclosure of Confidential Information in violation of this Agreement. Ratings Services and its affiliates reserve the right to use, publish, disseminate, or license others to use, publish or disseminate any non-Confidential Information provided by you, your agents or advisors.

Ratings Services Not an Expert, Underwriter or Seller under Securities Laws. Ratings Services has not consented to and will not consent to being named an "expert" or any similar designation under any applicable securities laws or other regulatory guidance, rules or recommendations and does not accept responsibility for any part of, or authorize the contents of, any prospectus or listing particulars in relation to any securities. Ratings Services is not

an "underwriter" or "seller" as those terms are defined under applicable securities laws or other regulatory guidance, rules or recommendations. Rating Services has not performed the role or tasks associated with an "underwriter" or "seller" under any applicable securities laws or other regulatory guidance, rules or recommendations in connection with this engagement. Ratings Services is not a provider of investment advice as that term is defined for the purposes of the Financial Services and Markets Act 2000, or the equivalent under any other applicable law, and has not provided any advice as an investment adviser or otherwise.

Economic and Trade Sanctions. As of the date of this Agreement, (a) neither you nor the issuer (if you are not the issuer) or any of your or the issuer's subsidiaries, or any director or corporate officer of any of the foregoing entities, is the subject of any economic or trade sanctions or restrictive measures issued by the United Nations, United States or European Union ("Sanctions"), (b) neither you nor the issuer (if you are not the issuer) is 50% or more owned or controlled, directly or indirectly, by any person or entity ("parent") that is the subject of Sanctions, and (c) to the best of your knowledge, no entity 50% or more owned or controlled by a direct or indirect parent of you or the issuer (if you are not the issuer) is the subject of Sanctions. For so long as this Agreement is in effect, you will promptly notify Ratings Services if any of these circumstances change.

Ratings Services' Use of Confidential and Private Ratings. Ratings Services may use confidential and private ratings in its analysis of the debt issued by collateralized debt obligation (CDO) and other investment vehicles. Ratings Services may disclose a confidential or private rating as a confidential credit estimate or assessment to the managers of CDO and similar investment vehicles. Ratings Services may permit CDO managers to use and disseminate credit estimates or assessments on a limited basis and subject to various restrictions; however, Ratings Services cannot control any such use or dissemination.

Entire Agreement. Nothing in this Agreement shall prevent you, the issuer (if you are not the issuer) or Ratings Services from acting in accordance with applicable laws and regulations. Subject to the prior sentence, this Agreement, including any amendment made in accordance with the provisions hereof, constitutes the complete and entire agreement between the parties on all matters regarding the rating provided hereunder. The terms of this Agreement supersede any other terms and conditions relating to information provided to Ratings Services by you or your agents and advisors hereunder, including without limitation, terms and conditions found on, or applicable to, websites or other means through which you or your agents and advisors make such information available to Ratings Services, regardless if such terms and conditions are entered into before or after the date of this Agreement. Such terms and conditions shall be null and void as to Ratings Services.

Limitation on Damages. (a) Ratings Services does not and cannot guarantee the accuracy, completeness, or timeliness of the information relied on in connection with a rating or the results obtained from the use of such information. RATINGS SERVICES GIVES NO EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR SATISFACTORY QUALITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE.

(b) Except to the extent the relevant damages or other amounts are finally determined by a court of competent jurisdiction in a proceeding in which you and Ratings Services are parties to result from fraud, or negligence resulting in death or personal injury, of Ratings Services, Ratings Services, its affiliates or third party providers, or any of their officers, directors, shareholders, employees or agents shall not be liable to you, your affiliates, or any person asserting claims on your behalf, directly or indirectly, in respect of: (i) any decisions alleged to be made by you or any other person as a result of the issuance of the rating provided hereunder or the related analytic services provided by Ratings Services hereunder or based on anything that may be perceived as advice or recommendations; (ii) any failure by Ratings Services to comply with the provisions of any statutes, legislation, laws, rules or regulations; (iii) any negligence by Ratings Services in the provision of Ratings or related analytic services; (iv) any costs, expenses, legal fees or losses that are consequential, indirect or incidental; (v) any lost income, lost profits or opportunity costs howsoever caused (whether caused directly or indirectly); (vi) any punitive or exemplary damages; and/or (vii) to the extent not already provided for in sub-paragraphs (b)(i)-(vi) above, any other actions, damages, claims, liabilities, costs, expenses, legal fees or losses whatsoever in any way arising out of or relating to the rating or the related analytic services (in each case regardless of cause, including alleged inaccuracies, errors, or omissions) even if advised of the possibility of such damages or other amounts.

(c) Notwithstanding the above, in no event shall Ratings Services be liable in an aggregate amount in excess of seven times the aggregate fees paid to Ratings Services for the rating giving rise to the cause of action up to a maximum of US\$5,000,000.

(d) The provisions of this paragraph shall apply regardless of the form of action, damage, claim, liability, cost, expense, or loss, whether in contract, statute, tort (including, without limitation, negligence), or otherwise.

(e) The invalidity, illegality or unenforceability of any provision of this paragraph does not affect or impair the continuation in force of the remainder of this paragraph.

(f) Neither party waives any protections, privileges, or defenses it may have under law, including but not limited to, laws relating to the freedom of expression.

Termination of Agreement. This Agreement may be terminated by either party at any time upon written notice to the other party. Except where expressly limited to the term of this Agreement, these Terms and Conditions shall survive the termination of this Agreement.

No Third Party Beneficiaries. Nothing in this Agreement, or the rating when issued, is intended or should be construed as creating any rights on behalf of any third parties, including, without limitation, any recipient of the rating. No person is intended as a third party beneficiary of this Agreement or of the rating when issued. A person who is not a party to this Agreement shall have no rights under the Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 to enforce any term of this Agreement.

Binding Effect. This Agreement shall be binding on, and inure to the benefit of, the parties hereto and their successors and assigns.

Severability. In the event that any term or provision of this Agreement shall be held to be invalid, void, or unenforceable, then the remainder of this Agreement shall not be affected, impaired, or invalidated, and each such term and provision shall be valid and enforceable to the fullest extent permitted by law.

Amendments. This Agreement may not be amended or superseded except by a writing that specifically refers to this Agreement and is executed manually or electronically by authorized representatives of both parties.

Governing Law. This Agreement and the rating letter shall be governed by the laws of England and Wales. The parties hereby submit to the exclusive jurisdiction of the English courts.